

«... Arrêtons de penser urbain OU rural »

Seul un 9 % de la population noire non paysanne d'Afrique du Sud souhaiterait travailler dans le secteur de l'agriculture. Tel est le résultat d'un sondage mené auprès de 2500 Africains noirs par le Centre for Development and Enterprise CDE, un « laboratoire d'idées » basé à Johannesburg. On peut en déduire qu'une majorité de la population noire préfère un travail autre qu'agricole, si possible en ville. Aujourd'hui déjà, 60 % des Sud-Africains vivent dans des régions urbaines, un pourcentage qui passera à 70 % en 2014.

En 1994, lors de son accession au pouvoir, l'African National Congress a placé la réforme agraire au rang de priorité dans son agenda politique, en accordant une grande importance à ce qu'elle se déroule en toute légalité. Force est de constater que cette réforme n'avance qu'à grand peine. Elle repose actuellement sur trois piliers : la restitution de terres ou le paiement de compensations, la redistribution et la garantie de droits fonciers. Tous les programmes se basent sur l'idée que les gens sont prêts à vendre de la terre et d'autres à en acheter, le gouvernement officiant comme intermédiaire.

Sur cette toile de fond, et une bonne dizaine d'années après le lancement de la réforme agraire en Afrique du Sud, le CDE lance ce mot d'ordre provocateur « A place to stay rather than a place to farm » (litt. « un endroit pour vivre plutôt qu'un endroit à cultiver »), pour susciter un débat sur la réorientation de la réforme. Pour les auteurs, une réforme agraire doit non seulement corriger les erreurs du passé, mais aussi, et surtout, ouvrir de nouvelles perspectives. Ils réclament notamment :

- le déplacement de la priorité des réformes vers les régions urbaines ;
- le libre jeu du marché lors de la vente de terres afin d'accélérer le processus de redistribution ;

- la modernisation de l'agriculture et son développement par des professionnels ;
- la promotion d'initiatives du secteur privé et de la sociétés civiles qui pourraient contribuer à la réforme, p. ex. par des coopérations et des entreprises d'agro-business.

Dans l'ensemble, c'est donc un concept d'économie de marché très libéral, qui n'a pas manqué de susciter des réactions. Masiphula Mbongwa et Glen Thomas, les directeurs des départements de l'Agriculture et des *Land Affairs* sont d'accord sur quelques points avec l'évaluation du CDE. Pour eux aussi,

En 2014, 70 % de la population sud-africaine vivra dans des régions urbaines. Un défi croissant pour le processus de réforme agraire, à la campagne comme en ville. 1,5 millions de personnes vivent aujourd'hui dans le Township Au Kaijelijtscha (Capetown). (Photo : Monika Iseli)



Table des matières

Article de fond

«... Arrêtons de penser urbain OU rural » 1

D'intérêt courant

Politique

Réduire la pauvreté grâce à la bioénergie 3

Pluie, prospérité et paix 3

Retour à Rio 4

Harmonisation du langage pour la forêt et les arbres 4

Le monitoring indépendant de l'aménagement des forêts à l'examen 5

Mise en œuvre

Les paysans codéterminent la politique des ressources 5

Les supermarchés, un défi pour les paysans 6

Recherche

Les paysannes d'Amérique latine quittent les fourneaux 7

Forêts, eau et biodiversité : des scénarios évolutifs pour les Tropiques 7

Horticulteurs et paysans colombiens profitent d'un nouveau biofongicide 8

ARTICLE DE FOND

la réforme agraire concerne non seulement les régions rurales, mais aussi les régions urbaines et périurbaines. Ils sont également partisans d'un démarrage très lent de la réforme, mais à leur avis le processus serait devenu plus dynamique ces dernières années. Ils partagent aussi l'idée de promouvoir plus systématiquement les initiatives privées qui soutiennent la réforme agraire.

Mais d'un autre côté, ils soulignent que l'urbanisation est avant tout un « move of desperation ». Selon un rapport de 1998, 70 % de la population rurale vivrait en dessous du seuil de pauvreté. Il ne faudrait donc surtout pas déplacer l'accent des réformes vers les régions urbaines, mais miser sur les petites communes rurales dynamiques. Avec des exploitations agricoles de petite et moyenne importance, elles peuvent contribuer dans une mesure décisive à créer des emplois et à endiguer l'exode rural « par désespoir ». De l'avis des deux ministres, la réforme agraire permettrait aux Sud-africains noirs de devenir des acteurs sur le marché, de participer à l'économie, et ainsi de prendre confiance en eux et en leurs ressources. Un endroit pour vivre, « a place to stay », serait de loin insuffisant.

Dans la discussion qui les oppose, les deux parties négligent toutefois les effets de la réforme agraire sur les ressources naturelles. Or, des ressources intactes sont primordiales pour une réforme durable. Il faudrait également tenir compte davantage de l'impact des options réformatrices sur les femmes et les couches de population les plus pauvres.

Les arguments, partiellement antagonistes, sur une réorientation de la réforme agraire en Afrique du Sud peuvent également donner de nouvelles impulsions aux débats similaires dans d'autres régions du globe.

SOURCES

Land Reform in South Africa: A 21st century perspective. The Centre for Development and Enterprise CDE. CDE Research policy in the making, Research report no 14. Johannesburg 2005. 35p.
www.cde.org.za/pdf/Land_Reform.pdf

Land Reform for South Africa. Response to articles and interviews by Anne Bernstein emanating from "Land Reform in South Africa: A 21st Century Perspective". Masi-phula Mbongwa (Director-General Agriculture) and Glen Thomas (Director-General Land Affairs). 2 June 2005. 4p.
www.sarpn.org.za/documents/d0001268/P1505-DLA_response_June2005.pdf

The Land Question in South Africa: The Challenges of Transformation and Redistribution. Cheryl Walker. Human Sciences Research Council. 2004. Cape Town. 12p.
www.ijr.org.za/politicalanalysis/samonitor/The%20land%20Q%20-%20debate-%20past.pdf

Réduire la pauvreté grâce à la bioénergie

Selon un document politique de la FAO, la bioénergie, qui résulte de la transformation de la biomasse en énergie, aurait un grand potentiel en termes de réduction de la pauvreté et de développement durable. Le fait que la biomasse puisse être produite dans le cadre d'activités agricoles et forestières locales ouvre aux régions rurales pauvres des perspectives intéressantes. D'une part, la bioénergie pourrait couvrir le besoin en énergie de la population locale et réduire la dépendance à l'égard d'énergies fossiles importées. D'autre part, les paysans pourraient diversifier leur production en plantant des espèces végétales destinées à la production d'énergie et régénérer ainsi des zones dégradées. En outre, la transformation de la biomasse en énergie ouvrirait des créneaux commerciaux et créerait des emplois. Finalement, le remplacement d'énergies fossiles non renouvelables par des énergies biologiques renouvelables contribuerait à réduire les gaz à effets de serre.

Les auteurs ne décrivent pas, par contre, comment mettre en œuvre concrètement ces possibilités en faveur du développement durable des régions rurales. La compétitivité économique de la bioénergie, pour l'heure inexistante,

fait entrave à des progrès rapides dans ce domaine. En tous les cas, la bioénergie ne peut avoir un impact sur la réduction de la pauvreté que si elle est produite dans le respect de l'environnement et des communautés concernées.

SOURCE

Les Bioénergies. Comité de l'Agriculture. Dix-neuvième session. FAO. Rome (Italie), 13-16 avril 2005. Point 7 de l'ordre du jour provisoire. 11p. www.fao.org/docrep/meeting/009/j4313s.htm

Pluie, prospérité et paix

A l'appel de ce titre provocativement optimiste, 200 représentant(e)s de sociétés pastorales de 23 pays se sont rassemblé(e)s en janvier passé en Ethiopie. Souvent garante de l'équilibre écologique local, cette communauté de 200 millions de personnes de par le monde perd pourtant progressivement ses moyens d'existence. De manière croissante, les éleveurs nomades sont confrontés à l'annexion de « leurs » terres par des exploitants-investisseurs. Cette rencontre a permis des échanges et démontré de nouvelles perspectives.

Au Mali p. ex., le code pastoral pour l'Afrique de l'Ouest est en voie d'être appliqué. Ce dernier reconnaît les droits à l'accès à la terre, aux routes de la migration et au commerce. Toutefois, selon le représentant malien Moha-

med Ag, 80 % de la communauté des pasteurs n'en sont pas informés, et le conseil des ministres tarde à en décréter la mise en œuvre.

Des difficultés à faire circuler l'information vers toute la communauté, puis à susciter la participation, ainsi qu'un certain pouvoir des groupes de pression, dont les agriculteurs, restent les enjeux majeurs à négocier. Dans ce sens, cette première rencontre d'envergure peut être source d'alliances bénéfiques.



Représentants touaregs du Mali au rassemblement pastoral global. De gauche à droite, Mohamed Ag Mohamed Ali, Mohamed Aly Ag Hamana, Ahmadou Ag Horradi. (Photo : Jane Stevens)

SOURCE

Rain, prosperity and peace: Hearing the voices of pastoralists. Patta Scott-Villiers... et al. (Compil.). IDS, 2005. 42 p. www.ids.ac.uk/ids/news/Pastoralists.html

Retour à Rio

« Pas de développement sans protection de l'environnement » – ce mot d'ordre en matière de politique du développement est devenue aujourd'hui, fort malheureusement, une platitude. Dans un document de fond à l'attention du gouvernement allemand, le Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU) réclame le retour à une réflexion pragmatique sur le message central du Sommet de Rio de 1992. La prochaine assemblée générale de l'ONU à New York est perçue comme une chance de réorienter la lutte internationale contre la pauvreté. Les scientifiques allemands exigent que les pays riches occidentaux investissent davantage d'argent dans cette lutte, en lien avec la nécessité de protéger l'environnement au niveau mondial. Pour ne donner qu'un exemple : aujourd'hui encore, il suffit d'une tempête dans le sud pour anéantir les moyens d'existence de toute une famille, toute une communauté. Or la fréquence des tempêtes est en augmentation. Il incombe aux pays industrialisés d'assumer la plus grande part de responsabilité en ce qui concerne les répercussions du changement climatique. Dans ce sens, les chercheurs préconisent des paiements de compensation des pays du nord aux pays du sud et le renoncement à une exploitation destructrice des écosystèmes. L'autre message central est le suivant : multiplier les partenariats avec des pays comme la Chine ou le Brésil qui, par leur taille et leur dynamisme économique, jouent un rôle décisif dans leurs régions respectives, notamment aussi au chapitre des changements environnementaux. En bref, cela signifie un déplacement de l'accent mis sur l'approche locale de soutien à des projets individuels vers une aide plus globale. L'Afrique sera-t-elle une fois encore la grande oubliée ?

SOURCE

Development needs Environmental Protection: Recommendations for the Millennium + 5 Summit. German Advisory Council on Global Change. Policy Paper 4. April 2005. 20p. www.wbgu.de/wbgu_pp2005_engl.html

Harmonisation du langage pour la forêt et les arbres

L'amélioration de la communication entre les différents acteurs du domaine forestier au niveau international facilite les progrès de la gestion durable des forêts.

Dans ce but, au sein de réunions d'experts organisées par la FAO dès 2002, des organisations partenaires et des états membres s'attellent à l'harmonisation de la terminologie utilisée. Cette tâche vise à identifier les différences, incompatibilités et inconsistances, mais aussi les éléments communs aux définitions existantes. Il s'agit de souligner les usages variés d'un terme donné et d'établir des relations qualitatives et quantitatives entre eux. En outre, l'aspect multilingue est pris en compte et considère le français, l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe. La troisième réunion en janvier 2005 s'est consacrée à la terminologie relative aux composantes biophysiques des ressources forestières et aux interventions humaines pour une gestion multifonctionnelle des forêts. Forêts naturelles, plantations de forêts, arbres hors de la forêt, aires protégées, fonctions de la forêt ont été les principaux domaines-clés discutés.

Les résultats et accords issus de ces réunions pourraient servir à éviter certains problèmes de communication, notamment lors de réunions internationales de dialogue des politiques forestières.

SOURCE

Proceedings. Third expert meeting on harmonizing forest-related definitions for use by various stakeholders. FAO, 2005. 148 p. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j4959e/j4959e.pdf>

Le monitoring indépendant de l'aménagement des forêts à l'examen

Les problèmes de gouvernance dans le secteur forestier de nombreux pays se répercutent négativement sur les moyens de subsistance, l'environnement et le commerce externe. Le peu de crédibilité accordé aux mécanismes de renforcement de l'application de la loi, notamment par les agences gouvernementales elles-mêmes, reste un problème majeur. Cette étude de processus indépendants de monitoring paraît au moment où l'Europe, avec son Plan d'action pour le renforcement de la législation forestière, la gouvernance et le commerce (FLEGT), engage des négociations politiques pour pallier au problème.

Basée au Cambodge, au Cameroun, en Indonésie et aux Philippines, l'étude examine les résultats de monitoring réalisés en général par des ONG (internationales et nationales), mais aussi par le secteur privé. Son objectif est de déterminer le niveau d'effectivité des investissements réalisés sur le plan de l'accès à l'information et des changements de comportement des agences d'exécution. Afin de remédier à la situation actuelle, elle esquisse des alternatives de recherche de fonds et pose la question de la nationalisation ou l'internationalisation du monitoring. Les organisations internationales semblent moins sensibles aux pressions potentielles que les agences locales pourraient exercer. Par contre, il peut leur être difficile de concilier leurs travaux de lobbying avec des travaux de monitoring nécessitant une impartialité totale.

SOURCE

Review of Independent Forest Monitoring. David Brown, Cecilia Luttrell. ODI, 2005. 66 p. + 57 p. d'annexes. www.odifpeg.org.uk/publications/reports/IFM%20Paper/IFMFinal.pdf

Mise en œuvre

Les paysans codéterminent la politique des ressources

Un programme radiophonique local en Inde est allé à la rencontre de la population afin d'obtenir son avis sur l'aménagement de la stratégie nationale et du plan d'action en matière de sauvegarde de la biodiversité. Le groupe cible, à savoir des paysannes et des paysans, y a participé dans le cadre de 14 émissions, retransmises en direct du terrain. Ce programme a ainsi permis à des personnes tributaires des ressources naturelles pour leur subsistance, qui les cultivent, les exploitent et les gèrent, et qui disposent d'un riche savoir en la matière, d'influer sur la politique officielle de gestion des ressources naturelles.

Tel est aussi l'objectif du nouveau site Internet « Power Tools » de l'IIED. Ce site propose 26 instruments susceptibles d'aider à rapprocher les groupes marginaux des politiciens ; mettre à disposition des moyens de communication ne suffit pas. Les paysans et les politiciens ont une autre perception des situations qui se présentent, s'expriment différemment et ont des pouvoirs différents. D'où la nécessité de procéder par étapes, pour arriver à un véritable dialogue et négocier des solutions. Il s'agit de promouvoir la compréhension mutuelle, de susciter l'intérêt, de mettre en place des structures organisationnelles et d'assurer le suivi des décisions et le respect des engagements pris. Suivant cette logique, les instruments sont répartis en quatre groupes.

« Power Tools » ne serait-ce qu'un nouveau slogan quant à la « participation »? Pas tout à fait : « Power Tools » place de nouveaux accents en abordant explicitement l'inégalité des pouvoirs entre les paysans et les politiciens.

SOURCE

Power Tools. International Institute for Development and Environment. London. 2005. www.policy-powertools.org/index.html

Les supermarchés, un défi pour les paysans

En Asie, le nombre de supermarchés ne cesse de croître. La région suit ainsi une tendance globale, induite par l'urbanisation et l'émergence d'une classe sociale moyenne avec un nouveau style de vie. Certes, les consommateurs achètent encore une majeure partie de leurs fruits et légumes sur les marchés traditionnels, mais cela pourrait changer à l'avenir.

Nouveaux acteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, les supermarchés imposent des conditions toujours plus pointues aux fournisseurs. Ils exigent la centralisation des achats de marchandises, l'uniformisation des spécifications de produits, une garantie de qualité et des courts délais de livraisons. Pour pouvoir remplir ces conditions, les paysans devraient investir, mais les supermarchés font pression sur les prix. Sans compter que les petits paysans sont dans l'impossibilité de livrer 365 jours par année, comme aussi d'attendre jusqu'à 90 jours pour être payés.

Comment réagir à ces nouveaux défis ? L'auteur recommande des mesures sur deux fronts. D'une part, il faudrait revaloriser les marchés traditionnels pour faire contrepoids aux supermarchés. A cet effet, le gouvernement devrait aider les producteurs à améliorer la qualité de leurs produits et prestations, ainsi que le service à la clientèle. D'autre part, l'Etat devrait jouer un rôle d'intermédiaire

entre les paysans et les supermarchés. Il pourrait par exemple promouvoir la coopération entre paysans, financer des centrales de distribution et développer de nouveaux systèmes de paiements d'avances aux paysans.

SOURCE

The implications of supermarket development for horticultural farmers and traditional marketing systems in Asia.

Andrew W. Shepard. FAO, Rome, 2005. 16 p. www.fao.org/ag/ags/subjects/en/agmarket/docs/asia_sups.pdf

Supermarché étranger au cœur de Bangkok, capitale de la Thaïlande. A travers tout le pays, des chaînes de supermarchés européennes se sont implantées dans les villes importantes. (Photo : FAO/24497/D. White)



Les paysannes d'Amérique latine quittent les fourneaux

Selon les statistiques officielles, les femmes des pays d'Amérique latine représentent 26 % de la main d'œuvre agricole et réalisent environ 30 % du revenu dans l'agriculture. Les chiffres effectifs pourraient être encore supérieurs et la tendance est à la hausse. C'est ce qui ressort d'une étude de l'Institut pour le développement social de l'ONU (UNRISD), qui explique comment la crise économique et la restructuration néolibérale en Amérique latine ont augmenté la pauvreté dans les régions rurales. Les familles de paysans sont souvent contraintes de diversifier leurs sources de revenu. Cette nécessité conduit à une féminisation de l'agriculture à deux égards : d'une part, les femmes sont toujours plus nombreuses à travailler dans la production agricole, dès lors que les hommes vont chercher du travail en ville, en dehors du secteur agricole. D'autre part, les femmes sont aussi de plus en plus actives comme ouvrières salariées dans le secteur non traditionnel de l'exportation de produits agricoles, et notamment dans la production et le conditionnement de légumes, de fruits et de fleurs à destination des marchés du nord.

Malheureusement, l'étude en reste à ces analyses, au demeurant fort intéressantes. Elle n'entre pas en matière sur les effets de la féminisation sur l'exploitation des ressources ou sur les besoins éventuels d'action.

SOURCE

The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America. Carmen Diana Deere. United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD). Occasional Paper 1. February 2005. 78p.
www.unrisd.org/publications/opgp1

Forêts, eau et biodiversité : des scénarios évolutifs pour les Tropiques

Pour faire face aux pressions économiques qui menacent les forêts tropicales, les partisans d'une gestion durable recherchent des arguments tangibles et chiffrés afin de convaincre. Cet article étudie la relation entre le couvert boisé et les conditions hydrologiques dans des bassins versants de tous les Tropiques. Il démontre les risques de la déforestation sur la fréquence des crues, en tenant compte de la diversité biologique des forêts en question. Pour illustrer l'évolution de ces relations, trois étapes temporelles sont distinguées : les écorégions « initiales » selon les estimations du WWF, l'occupation actuelle des sols et une projection du couvert forestier dans 30 ans. Les calculs se basent sur divers modèles pré-existants, en particulier le « Water Balance Model ». Le « WBM » est un modèle hydrologique de grande échelle qui permet d'évaluer l'impact des changements d'utilisation des terres sur le débit des rivières.

Les scénarios qui prévoient une poursuite « régulière » de la déforestation font dire aux auteurs que 100 millions de personnes vivant dans les Tropiques sont vulnérables et verront les débits annuels de leurs rivières augmenter de 25 %. Les conditions de vie de nombreuses populations de plaine, en particulier en Asie du Sud-Est, restent donc extrêmement dépendantes de la gestion de la conservation des écosystèmes forestiers de leur environnement.

SOURCE

The role of tropical forests in supporting biodiversity and hydrological integrity: A synoptic overview. Ellen M. Douglas... et al. Worldbank, 2005. 23 p.
www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/06/14/000016406_20050614123708/Rendered/PDF/wps3635.pdf

Horticulteurs et paysans colombiens profitent d'un nouveau biofongicide

Pour la Colombie, les roses constituent un important produit d'exportation. Mais ces fleurs sont souvent attaquées par le mildiou, ce qui occasionne de grandes pertes ou des coûts élevés en traitements chimiques. C'est pourquoi les horticulteurs se sont adressés au Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT) pour demander s'il existait d'autres moyens efficaces de lutte contre cette maladie.

Or, par le passé, le CIAT avait déjà testé l'effet des extraits de l'arbre *Swinglea glutinosa* sur les organismes nocifs. Un technicien avait en effet observé que cet arbre n'était jamais attaqué par des champignons. Fort de ce constat, il avait préparé différents extraits des feuilles de cet arbre pour en tester les effets sur les champignons de différentes plantes. Commencées il y a une vingtaine d'années, alors que les produits chimiques étaient encore largement plébiscités, ces recherches étaient restées plus ou moins au point mort. Mais avec l'intérêt croissant pour les produits biologiques, elles ont pris un nouvel essor et trouvé le chemin de la pratique.

Depuis, de nombreux horticulteurs utilisent ce biofongicide. Comme le produit est également efficace contre les maladies affectant le café, les haricots

et une variété de raisin, il est de plus en plus apprécié par les paysans. Le grand avantage du biofongicide est qu'il peut être produit localement, ce qui le rend plus avantageux que les produits chimiques classiques.

Les feuilles de l'arbre Swinglea glutinosa servent à la fabrication d'un nouveau biofongicide. (Photos : TopTropicals.com)



SOURCES

A New Biofungicide Benefits Flower Exporters. Press release by International Center for Tropical Agriculture (CIAT). February 2005. 3p. www.ciat.cgiar.org/news/biofungicide.htm

CIAT Annual Report 2002. Project PE-1: Integrated pest and disease management in major agroecosystems. www.ciat.cgiar.org/ipm/pdfs/cassava%20pathology.pdf (see. Activity 10, p.132-146)

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch